



**Protocole facultatif
se rapportant à la Convention
contre la torture et autres
peines ou traitements cruels,
inhumains ou dégradants**

Distr. générale
28 août 2014
Français
Original: anglais/espagnol/français

Réunion des États parties

Cinquième réunion

Genève, 23 octobre 2014

Point 5 de l'ordre du jour provisoire

**Élection, conformément aux articles 7 et 9 du Protocole facultatif
se rapportant à la Convention contre la torture et autres peines
ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, des 13 futurs
membres du Sous-Comité pour la prévention de la torture
qui remplaceront les membres dont le mandat arrive
à expiration le 31 décembre 2014**

**Élection de 13 membres du Sous-Comité pour la prévention
de la torture et autres traitements cruels, inhumains
ou dégradants**

Note du Secrétaire général

1. En application des articles 7 et 9 du Protocole facultatif se rapportant à la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, le Secrétaire général convoquera à l'Office des Nations Unies à Genève, le jeudi 23 octobre 2014, la cinquième réunion des États parties au Protocole facultatif, au cours de laquelle seront élus, parmi la liste des personnes désignées par les États parties, les 13 futurs membres du Sous-Comité pour la prévention de la torture qui remplaceront ceux dont le mandat expirera le 31 décembre 2014 (voir chap. I). La liste des noms des personnes désignées par les États parties figure au chapitre II. La liste des noms des 12 autres membres, qui continueront de siéger au Sous-Comité jusqu'au 31 décembre 2016, figure au chapitre III.

2. Conformément à la procédure prévue au paragraphe 3 de l'article 6 du Protocole facultatif, le Secrétaire général a, dans une note verbale datée du 7 mai 2014, invité les États parties à présenter dans les trois mois des candidats pour l'élection des 13 membres du Sous-Comité. Tous les curriculum vitae reçus au 7 août 2014 figurent dans le présent document. Des additifs à la présente note seront publiés pour les candidatures reçues après le 7 août 2014.

3. En application du paragraphe 3 de l'article 6 du Protocole facultatif, le Secrétaire général a l'honneur de communiquer ci-dessous la liste des noms, par ordre alphabétique, des candidats présentés pour l'élection au Sous-Comité, avec indication de l'État partie qui les a désignés. Le texte des notices biographiques des candidats, fournies par les États parties concernés, est reproduit dans les annexes au présent document.

GE.14-15215 (F) 190914 220914



* 1 4 1 5 2 1 5 *

Merci de recycler



4. En outre, en application du paragraphe 12 de la résolution 68/268 de l'Assemblée générale, la situation actuelle en ce qui concerne la composition du Sous-Comité, rendant compte de l'équilibre entre les sexes et de la répartition géographique des experts, de leur expérience professionnelle, de la représentation des différents systèmes juridiques et de la période d'exercice des membres actuels, figure aux chapitres I et II du présent document, accompagnée des notices biographiques des membres actuels disponibles sur la page Web du Sous-Comité (www.ohchr.org/EN/HRBodies/OPCAT/Pages/Membership.aspx).

5. Au paragraphe 13 de sa résolution 68/268, l'Assemblée générale a encouragé les États parties à veiller, lors de l'élection d'experts des organes conventionnels, à ce qu'il soit tenu compte dans la composition des organes conventionnels relatifs aux droits de l'homme, comme le prévoient les instruments pertinents relatifs aux droits de l'homme, d'une répartition géographique équitable, d'une représentation des différentes formes de civilisation et des principaux systèmes juridiques, d'une représentation des sexes équitable et de la participation d'experts handicapés.

I. Liste des 13 membres du Sous-Comité pour la prévention de la torture dont le mandat expire le 31 décembre 2014

6. L'expérience professionnelle des membres, les différents systèmes juridiques et d'autres données biographiques des membres peuvent être consultés sur la page Web du Sous-Comité, à la rubrique «Membership», en cliquant sur le nom de chacun des membres: www.ohchr.org/EN/HRBodies/OPCAT/Pages/Membership.aspx.

<i>Membre</i>	<i>Pays de nationalité</i>	<i>Membre depuis le</i>
M ^{me} Mari Amos	Estonie	1 ^{er} janvier 2011
M. Arman Danielyan	Arménie	1 ^{er} janvier 2011
M. Emilio Ginés Santidrián*	Espagne	13 juillet 2009
M. Petros Michaelides	Chypre	1 ^{er} janvier 2011
M ^{me} Aisha Shujune Muhammad	Maldives	1 ^{er} janvier 2011
M ^{me} Catherine Paulet*	France	27 janvier 2014
M. Hans Draminsky Petersen	Danemark	1 ^{er} janvier 2007
M ^{me} Judith Salgado	Équateur	1 ^{er} janvier 2011
M. Miguel Sarre Iguíniz	Mexique	1 ^{er} janvier 2007
M ^{me} Aneta Stanchevska	ex-République yougoslave de Macédoine	1 ^{er} janvier 2011
M. Wilder Tayler Souto	Uruguay	1 ^{er} janvier 2007
M. Felipe Villavicencio Terreros	Pérou	1 ^{er} janvier 2011
M. Fortuné Gaétan Zongo	Burkina Faso	1 ^{er} janvier 2011

* Nomination à la suite d'une démission, conformément à l'article 8 du Protocole facultatif se rapportant à la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants.

II. Liste des personnes désignées par les États parties

<i>Candidat</i>	<i>Désigné par</i>
M ^{me} Mari Amos	Estonie
M. Arman Danielyan	Arménie
M ^{me} Marija Definis-Gojanovic	Croatie
M. Roberto Michel Fehér Pérez	Uruguay
M. Kodjo Gnambi Garba	Togo
M. Emilio Ginés Santidrián	Espagne
M ^{me} Lorena González Pinto	Guatemala
M. Petros Michaelides	Chypre
M ^{me} Aisha Shujune Muhammad	Maldives
M ^{me} Radhia Nasraoui	Tunisie
M ^{me} Catherine Paulet	France
M ^{me} Aneta Stanchevska	ex-République yougoslave de Macédoine
M ^{me} Nora Sveaass	Norvège
M. Fortuné Gaétan Zongo	Burkina Faso

7. Les curriculum vitae des personnes désignées, tels que fournis par les États parties concernés, sont reproduits dans les annexes.

III. Liste des 12 membres qui continueront de siéger au Sous-Comité pour la prévention de la torture jusqu'au 31 décembre 2016

8. L'expérience professionnelle des membres, les différents systèmes juridiques et d'autres données biographiques des membres peuvent être consultés sur la page Web du Sous-comité, à la rubrique «Membership», en cliquant sur le nom de chacun des membres: www.ohchr.org/EN/HRBodies/OPCAT/Pages/Membership.aspx.

<i>Membre</i>	<i>Pays de nationalité</i>	<i>Membre depuis le</i>
M. Hans-Jorg Bannwart	Suisse	1 ^{er} janvier 2013
M. Malcolm Evans*	Royaume-Uni de Grande Bretagne et d'Irlande du Nord	24 août 2009
M. Enrique Andrés Font	Argentine	1 ^{er} janvier 2013
M ^{me} Lowell Patria Goddard	Nouvelle-Zélande	1 ^{er} janvier 2011
M ^{me} Suzanne Jabbour	Liban	1 ^{er} janvier 2011
M. Milos Jankovic	Serbie	1 ^{er} janvier 2013
M. Paul Lam Shang Leen	Maurice	1 ^{er} janvier 2011

<i>Membre</i>	<i>Pays de nationalité</i>	<i>Membre depuis le</i>
M. Víctor Madrigal-Borloz	Costa Rica	1 ^{er} janvier 2013
M ^{me} Margarete Osterfeld*	Allemagne	6 janvier 2014
M ^{me} June Caridad Pagaduan Lopez	Philippines	1 ^{er} janvier 2013
M ^{me} Maria Margarida E. Pressburger	Brésil	1 ^{er} janvier 2011
M. Victor Zaharia	République de Moldova	1 ^{er} janvier 2013

* Nomination à la suite d'une démission, conformément à l'article 8 du Protocole facultatif se rapportant à la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants.

Annexes

Annexe I

M^{me} Mari AMOS (Estonie)

Date et lieu de naissance: 27 février 1977, Tallinn

Langues de travail: estonien, anglais, finnois (notions d'allemand et de russe)

Expérience professionnelle

Je suis juriste de formation et j'ai achevé ma maîtrise en affaires européennes (droit de l'Union européenne). En outre, j'ai fait des études du niveau de la maîtrise à la faculté de médecine et suis spécialisée dans les questions de santé mentale publique.

Je suis agent public depuis 2005 et je travaille au Bureau du Chancelier judiciaire d'Estonie ainsi qu'au Ministère des affaires sociales.

Situation/fonction actuelle: Congé de maternité jusqu'en janvier 2015.

Principales activités professionnelles

Dans le cadre de mon travail, je me suis occupée principalement de questions ayant trait à la santé. J'ai entrepris des activités touchant à la coordination des politiques nationales, à la mise en œuvre de la législation européenne et à la surveillance en matière de protection des droits fondamentaux dans le domaine de la santé.

En outre, je m'occupe activement du renforcement du mécanisme national de prévention de l'Estonie au titre du Protocole facultatif. Dans le cadre du mécanisme, j'ai effectué de nombreuses inspections dans des établissements sanitaires (hôpitaux psychiatriques, centres de maladies infectieuses) où des personnes sont maintenues contre leur volonté. J'ai participé aussi, en tant que spécialiste du droit fondamental à la santé, à des inspections de prisons, de centres de rétention, etc.

Dans le domaine de la prévention, j'ai donné des cours au personnel des lieux de détention et publié plusieurs articles dans les médias.

Études

1995-1999 Institut de droit, Tallinn – Licence en droit.

2002-2003 Université de Lund, Lund (Suède) – Maîtrise de lettres (Affaires européennes).

2007-2009 Université de Tartu, Tartu (Estonie) – Maîtrise de santé publique (avec spécialisation en santé mentale).

Autres activités principales dans le domaine intéressant l'organe conventionnel auquel postule la candidate

Depuis 2010, je suis membre du Sous-Comité pour la prévention de la torture. Au sein du Sous-Comité, je suis chef de l'équipe régionale pour l'Europe et coordonnatrice régionale pour l'Europe. En outre, je participe aux travaux du groupe de travail sur les questions médicales et du groupe de travail chargé d'examiner l'outil d'auto-évaluation du Sous-Comité pour les mécanismes nationaux de prévention.

Auparavant, j'ai aussi participé aux travaux de plusieurs autres groupes de travail et j'ai notamment contribué à l'élaboration de la politique du Sous-Comité en matière de relations avec les mécanismes nationaux de prévention.

En ma qualité de membre du Sous-Comité et d'experte reconnue dans le domaine de la prévention de la torture, j'ai participé en tant que conférencière ou formatrice à diverses manifestations organisées dans différents États parties au Protocole facultatif et différentes régions.

Annexe II

M. Arman DANIELYAN (Arménie)

Date et lieu de naissance: 23 mars 1973. Erevan (Arménie)

Langues de travail: arménien (langue maternelle), russe (excellent) et anglais (courant)

Situation/fonction actuelle

Membre du Sous-Comité pour la prévention de la torture.

Président de l'Institut de la société civile (ONG).

Principales activités professionnelles

En ma qualité de Président de l'Institut de la société civile, j'ai géré différents projets ayant trait aux droits de l'homme et à la primauté du droit, en particulier la prévention de la torture, les droits de l'homme dans les institutions fermées, la justice pour mineurs, etc.

Études

2002-2003 Cours de perfectionnement sur les droits de l'homme, Fondation Helsinki pour les droits de l'homme (Pologne).

2000 Formation aux techniques en matière de droits de l'homme, École des droits de l'homme (Pologne).

1990-1995 Département de cybernétique de l'Université d'État d'ingénierie d'Erevan.

Autres activités principales dans le domaine intéressant l'organe conventionnel auquel postule le candidat

Je participe depuis 2001 au processus de création d'un mécanisme de la société civile chargé de mener une surveillance régulière et indépendante des établissements pénitentiaires d'Arménie. En 2008, j'ai été élu, pour un mandat de deux ans, Président du Groupe public d'observateurs chargés de la surveillance des établissements pénitentiaires, placé sous l'autorité du Ministère de la justice. En tant qu'expert régional dans le domaine de la surveillance des établissements fermés, j'apporte mon expertise en Arménie et dans d'autres pays de la CEI. En 2005-2006, j'ai dirigé la campagne pour la ratification par l'Arménie du Protocole facultatif se rapportant à la Convention de l'ONU contre la torture.

Liste des publications les plus récentes du candidat dans ce domaine

Je suis auteur et coauteur de plusieurs études et rapports dans le domaine des droits de l'homme:

- Enquête qualitative et quantitative: facteurs contribuant à la délinquance et à la récidive en Arménie, Institut de la société civile, Erevan, 2014.
- Le système de libération conditionnelle anticipée dans la République d'Arménie, Institut de la société civile, Erevan, 2012.
- Rapport sur le suivi de procès: affaires impliquant des défenseurs mineurs, Institut de la société civile, Erevan, 2011.
- Les cellules disciplinaires et le bataillon disciplinaire du Ministère arménien de la défense, 89 pages, Institut de la société civile, Erevan, 2010.
- Le système pénitentiaire du Ministère de la justice de la République d'Arménie en 2008, 120 pages, Erevan, 2009.

- Supervision des lieux de détention provisoire en Arménie, Institut de la société civile, 76 pages, Erevan, 2004.
- Suivi de la mise en œuvre du droit de communiquer avec le monde extérieur dans les cellules de détention provisoire à l'isolement de la République d'Arménie, Institut de la société civile, Erevan, 2001.

Annexe III

M^{me} Marija DEFINIS-GOJANOVIĆ (Croatie)

Date et lieu de naissance: 7 février 1960, Zagreb

Langues de travail: anglais, langues de l'ex-Yougoslavie

Expérience professionnelle: Médecin, spécialiste de médecine légale

Situation/fonction actuelle

Professeur de médecine légale, Chef du Département de médecine légale de la faculté de médecine de l'Université de Split (Croatie) et de la faculté de médecine de l'Université de Mostar (Bosnie-Herzégovine).

Principales activités professionnelles

Spécialiste de médecine légale, Centre hospitalier universitaire de Split (Croatie).

Chargée de cours de médecine légale, de sciences humaines et sociales en médecine et de déontologie médicale pour les études de premier cycle et de troisième cycle (Croatie: faculté de médecine de Split, Université de Split, faculté de droit de Split, Bosnie-Herzégovine: faculté de médecine de Mostar).

Membre de l'ordre des médecins – agréée près la cour d'appel.

Chercheuse principale dans plusieurs projets scientifiques et participation à plusieurs autres; auteur et coauteur de publications scientifiques et professionnelles dans des revues nationales et internationales et des manuels; participation active à des congrès et réunions nationaux et internationaux.

Experte indépendante en médecine légale auprès des tribunaux de district.

Études

Professeur à la faculté de médecine de Split (Croatie) et à la faculté de médecine de Mostar (Bosnie-Herzégovine) (depuis 2011).

Conseillère scientifique, faculté de médecine de l'Université de Split (Croatie) (2011).

Doctorat en médecine légale, faculté de médecine de Zagreb (Croatie) (1998).

Maîtrise de sciences en biologie et en biomédecine, faculté de sciences naturelles et de mathématiques de l'Université de Zagreb (Croatie) (1992).

Maîtrise, faculté de médecine de l'Université de Zagreb (Croatie) (1984).

Autres activités principales dans le domaine intéressant l'organe conventionnel auquel postule la candidate

Membre du Comité européen pour la prévention de la torture et des peines ou traitements inhumains ou dégradants (CPT) (2002-2013).

Membre du Sous-Comité pour la prévention de la torture et des peines ou traitements inhumains ou dégradants (2007-2012).

Consultante-experte médicale auprès du Mécanisme de financement des projets d'infrastructures dans les Balkans occidentaux, Croatie (depuis 2010).

Membre du Groupe consultatif indépendant spécialisé dans les questions médicales dans le cadre du Projet européen relatif aux mécanismes nationaux de prévention de la torture, Conseil de l'Europe/Union européenne (depuis 2011).

Membre du mécanisme national de prévention de la Croatie (depuis 2012).

Membre du Groupe du Réseau des mécanismes nationaux de prévention de l'Europe du Sud-Est (depuis 2013).

En ma qualité de membre du Sous-Comité/CPT et expert assistant du Commissaire aux droits de l'homme du Conseil de l'Europe, j'ai participé à de nombreuses visites régulières/ponctuelles dans des lieux de privation de liberté en Europe, Amérique latine, Afrique et Asie.

En outre, en ma qualité de membre du Sous-Comité/CPT ou d'experte consultante/formatrice indépendante invitée, j'ai participé activement à des séminaires, conférences, ateliers et tables rondes organisés par l'ONU, le Conseil de l'Europe, l'OSCE, la Commission européenne, l'Union européenne, Penal Reform International, le Conseil international de réadaptation pour les victimes de la torture (IRCT), l'Association pour la prévention de la torture (APT), l'Association médicale mondiale et autres, portant sur la torture, la prévention de la torture, la mise en œuvre du Protocole facultatif et l'établissement de mécanismes nationaux de prévention.

Liste des publications les plus récentes de la candidate dans ce domaine

Definis-Gojanović M. The principle of "equivalence of care" in prison settings – experience of international monitoring bodies for the prevention of torture. 19^e Congrès mondial de droit médical, 2012, Maceio, Brésil.

Definis-Gojanović M, Mijaljica G, Malički M. The role of international and national monitoring bodies in protecting the rights of persons with mental disabilities. Conférence européenne sur la santé mentale 2012; Split (Croatie).

Definis-Gojanović Marija. The role of physicians in the prevention of torture. 18^e Congrès mondial de droit médical, 2010; Zagreb.

Marić A, Definis-Gojanović M, Sutlović D, Glavaš T. Tragom ubijenih hercegovačkih fratara; ekshumacija u Zagvozdu i identifikacija. Hercegovačka franjevačka provincija Uznesenja BDM, Mostar, 2007.

Annexe IV

M. Roberto FEHÉR PÉREZ (Uruguay)

Date et lieu de naissance: 31 décembre 1958, Uruguay

Langue de travail: espagnol (langue maternelle) et anglais

Expérience professionnelle: Docteur en médecine

Situation/fonction actuelle

Conseiller médical du Commissaire parlementaire pour le système pénitentiaire, l'un des mécanismes nationaux de prévention. Consiste notamment à exercer une surveillance des lieux de détention, à effectuer des visites, à mener des entretiens avec les détenus et à assurer leur prise en charge médicale et le suivi de leurs dossiers médicaux.

Médecin urgentiste dans une unité mobile de prise en charge des urgences et des traumatismes.

Principales activités professionnelles

Directeur technique du premier service du Ministère de la santé publique dans le système pénitentiaire (2008-2010).

Médecin urgentiste dans une unité mobile de cardiologie pendant vingt-trois ans (1991-2014).

Médecin de famille dans la région de Marconi-Casavalle (zone prioritaire) pendant vingt-deux ans (1989-2011).

Direction technique, Polyclinique du quartier Cópola (zone prioritaire) pendant sept ans (1994-2001).

Médecin collaborateur au Centre de soins intensifs de la Sociedad Española pendant deux ans (1991-1992): soins intensifs.

Médecin collaborateur à l'Unité de soins intensifs de l'Hospital Español pendant deux ans (1988-1990) – soins intensifs.

Médecin au Centre de santé Santa Rita (zone prioritaire) pendant seize ans (1986-1991).

Expérience en médecine familiale (1989-2011).

Études

Docteur en médecine (UDELAR, Uruguay).

Spécialiste en soins intensifs.

Spécialiste en médecine familiale et communautaire.

Autres activités principales dans le domaine intéressant l'organe conventionnel auquel postule le candidat

Atelier sur le VIH/sida dans le système pénitentiaire du MERCOSUR (Foz de Iguazú, 2011); premier cours de l'ONUSIDA sur les soins de santé dans les établissements pénitentiaires (2011); participation à la première Assemblée nationale sur les droits de l'homme de l'Institution nationale des droits de l'homme, 2013; premier cours sur les aspects médico-légaux de la relation clinique avec la personne privée de liberté, 2013; conférence: Statut juridique des patients atteints du VIH/sida dans le système carcéral en

Uruguay; Congrès international sur la torture et les traitements cruels, inhumains ou dégradants, Buenos Aires, 2013; première conférence sur la prévention de la torture dans le Cône Sud, Buenos Aires, 2013; conseiller médical – Plan d’urgence – Système pénitentiaire en Uruguay dans le cas de victimes multiples; cours de formation – Protocoles d’intervention dans le domaine de la santé – Argentine, 2013; conférence: Rôle des médecins et prévention de la torture, faculté de droit, Argentine, 2013; conférence: Rôle des services médicaux dans la prévention de la torture, faculté de droit, Uruguay; équipement pour les handicapés, lutte contre la tuberculose et sensibilisation au VIH/sida – personnes privées de liberté.

Liste des publications les plus récentes du candidat dans ce domaine

n/c

Annexe V

M. Kodjo Gnambi GARBA (Togo)

Date et lieu de naissance: 19 novembre 1964 à Kabou (Togo)

Langue de travail: français

Situation/fonction actuelle

Procureur général près la cour d'appel de Lomé (Togo).

Ancien procureur de la République près le Tribunal de première instance de première classe de Lomé.

Ancien directeur de l'administration pénitentiaire et de la réinsertion.

Ancien conseiller du Ministre de la justice.

Chargé de cours des sciences pénitentiaires à l'École nationale d'administration, cycle III, option magistrature.

Principales activités professionnelles

Contrôle l'application de la loi pénale, participe à l'élaboration de la politique pénale et pénitentiaire, contrôle l'activité des officiers de la police judiciaire, administre la cour d'appel et contrôle l'action des procureurs de la République près des tribunaux d'instance du ressort de la cour d'appel, forme les auditeurs de justice, prend les réquisitions écrites et orales.

Études

<i>Années</i>	<i>Institutions et diplômes obtenus</i>
1992-1994	Diplôme de l'École nationale d'administration (ENA), cycle III
1987-1991	Maîtrise en sciences juridiques (Université du Bénin)
1983-1987	Baccalauréat série A4 au lycée d'enseignement général de Sokodé
1979-1983	BEPC série B au CEG Sara-Kaboura
1972-1979	CEPD à l'école catholique de Kabou-Sara

Autres activités principales dans le domaine des droits de l'homme pertinentes pour le mandat du Comité contre la torture

Membre de la commission interministérielle de rédaction des rapports initiaux et périodiques sur l'exécution des conventions et accords internationaux ratifiés par le Togo.

Consultant pour la rédaction du rapport du Togo pour l'Examen périodique universel (EPU).

Membre du comité de suivi des recommandations formulées à l'issue du séminaire de réflexion sur la mise en œuvre du Protocole facultatif se rapportant à la Convention contre la torture et de mise en place du mécanisme national de prévention (MNP).

Membre de la délégation gouvernementale pour la présentation des rapports initiaux et périodiques.

Président du sous-comité de réflexion sur «quel mécanisme national de prévention» au Togo.

Commissaire du Gouvernement aux discussions parlementaires en vue de la loi autorisant la ratification du Protocole facultatif se rapportant à la Convention contre la torture.

Commissaire du Gouvernement aux discussions sur la loi portant abolition de la peine de mort.

Participant (exposant) au colloque international de l'Association pour la prévention de la torture.

Liste des publications les plus récentes dans le domaine

Néant

Annexe VI

M. Emilio GINÉS SANTIDRIÁN (Espagne)

Date et lieu de naissance: 14 juillet 1947, Madrid

Langue de travail: espagnol, anglais et français

Situation/fonction actuelle

Le candidat est membre du Sous-Comité pour la prévention de la torture depuis 2009. Rapporteur pour l'Argentine, l'État plurinational de Bolivie et le Mexique.

Président de la Fédération des associations de droits de l'homme d'Espagne.

Conseiller du Défenseur du peuple de l'Espagne pour le mécanisme national de prévention de la torture. 2013.

Principales activités professionnelles

Membre du Comité européen pour la prévention de la torture du Conseil de l'Europe à Strasbourg de 2006 à 2009.

Membre de la Mission civile internationale en Haïti des Nations Unies et de l'OEA, 1994, niveau P4.

Stages à la Cour européenne des droits de l'homme et à la Commission européenne des droits de l'homme, Conseil de l'Europe à Strasbourg, 1991 et 1996.

Avocat en exercice depuis 1986, à Madrid. Expert en droit international, avocat dans différentes affaires ayant trait aux droits de l'homme devant la Cour européenne des droits de l'homme, le Comité des droits de l'homme et la Cour interaméricaine des droits de l'homme. Professeur de droit et membre de l'Association espagnole des professeurs de droit international et de relations internationales.

Études

Licence en droit de l'Université de Deusto (Bilbao). Doctorat (cours et thèse), Université Complutense de Madrid.

Maîtrise de droits de l'homme de l'Institut des droits de l'homme de l'Université Complutense de Madrid.

Diplôme de droits de l'homme de l'Institut des droits de l'homme de l'Université de Strasbourg.

Autres activités principales dans le domaine intéressant l'organe conventionnel auquel postule le candidat

Visites en qualité de membre du Sous-Comité pour la prévention de la torture: Liban, Bolivie, Mali (chef de mission), Argentine, Gabon (chef de mission), Nicaragua.

Participation aux programmes de formation des mécanismes nationaux de prévention de la torture avec le Conseil de l'Europe en Arménie et à Paris.

Participation, avec l'Association pour la prévention de la torture, à différents ateliers sur la mise en œuvre du Protocole facultatif se rapportant à la Convention contre la torture: Argentine, Brésil, Colombie, Mexique, Panama, Paraguay.

Ateliers pour la prévention de la torture avec le Réseau euroméditerranéen des droits de l'homme et l'Organisation mondiale contre la torture: Maroc et Tunisie. 2012.

Observateur international à l'Association internationale du barreau à Londres dans des procès contre des défenseurs des droits de l'homme au Venezuela. 2013.

Cours-ateliers destinés aux juges et aux magistrats pour la prévention de la torture en droit international, Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, Association internationale du barreau, et Cour suprême de la nation au Mexique: Oaxaca, District fédéral de México, Monterrey, Guadalajara et Chiapas. 2013.

Liste des publications les plus récentes du candidat dans ce domaine

«Peine de mort et torture». Cinquième Congrès mondial contre la peine de mort. 2013.

«Guide pour des enquêtes efficaces sur le féminicide en Amérique latine». ONU-Femmes, Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme. 2012.

«La prévention de la torture en Argentine». Institut des droits de l'homme, Université de la Plata. 2012.

«La problématique internationale de la prévention de la torture». Institut brésilien de sciences criminelles. Sao Paulo. 2012.

«Problèmes généraux que pose l'application du Protocole facultatif à la Convention des Nations Unies contre la torture». 2009.

Annexe VII

M^{me} Lorena GONZÁLEZ PINTO (Guatemala)

Date et lieu de naissance: 20 mai 1960, Ciudad de Guatemala

Langue de travail: espagnol et anglais

Expérience professionnelle

De 1990 à 2009: Institut interaméricain des droits de l'homme, Directrice de cours interdisciplinaire et programme de l'Ombudsman. De 1986 à 1990: Ministère guatémaltèque des affaires étrangères: représentante suppléante auprès de l'Office des Nations Unies à Genève et auprès de l'OEA à Washington (participation à la rédaction du Protocole de San Salvador et du Protocole relatif à l'abolition de la peine de mort). Conférencière invitée dans des universités étrangères: Université d'Essex, Université Robert Schuman en France et Université ibéro-américaine au Mexique.

Situation/fonction actuelle (5 lignes au maximum)

Professeur de droit international des droits de l'homme, à l'Université De La Salle au Costa Rica (dix-sept ans). Directrice de la Chaire UNESCO des droits de l'homme à l'Université De La Salle. Consultante internationale dans le domaine des droits de l'homme. Membre de la Commission des droits de l'homme du barreau du Costa Rica. Présidente du Centre d'études sur les droits de l'homme (CEDE).

Principales activités professionnelles (5 lignes au maximum)

Professeur d'université et chercheuse sur des questions relatives aux droits de l'homme; consultante pour la conception, la mise en œuvre, la surveillance, l'évaluation et le suivi de projets d'envergure interaméricaine ayant trait à l'assistance technique, la formation, la recherche et la production de matériaux spécialisés pour la promotion et la protection des droits de l'homme.

Études (5 lignes au maximum)

Avocate et notaire. Diplôme de droit international des droits de l'homme (Université d'Oxford). Cours spécialisés en droits de l'homme: cours de formation pour les professeurs d'université. American University, Washington. Cours international sur la protection des droits de l'homme des avocats et des juges (Académie de droit international de La Haye); Institut international des droits de l'homme (Strasbourg).

Autres activités principales dans le domaine intéressant l'organe conventionnel auquel postule la candidate (5 lignes au maximum)

A appuyé des études sur les systèmes pénitentiaires dans certains pays d'Amérique latine, comme «l'accès à l'éducation des jeunes privés de liberté au Centre de formation pour mineurs Zurquí du Costa Rica». A donné des conférences sur les systèmes pénitentiaires et les droits de l'homme au Mexique, au Honduras et au Costa Rica, entre autres.

Liste des publications les plus récentes de la candidate dans ce domaine (5 lignes au maximum)

«Problèmes que posent les systèmes pénitentiaires en Amérique latine et contribution des bureaux de l'Ombudsman». «Creación de un sistema de monitoreo a la Ley General de Migración y la construcción de la Política Migratoria sobre Niñez y Adolescencia en Costa Rica». «El debido proceso: garantía fundamental de todos los derechos humanos y requisito esencial del estado de derecho: el caso López Álvarez contra Honduras».

Annexe VIII

M. Petros MICHAELIDES (Chypre)

Date et lieu de naissance: 15 mars 1939, Agios Fotios – Paphos (Chypre)

Langues de travail: anglais et français

Situation/fonction actuelle

Avocat et conseiller juridique à Chypre (cabinet Petros Michaelides et associés).

Membre du Sous-Comité pour la prévention de la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants. Élu au Comité le 28/10/2010.

Président de l'ONG Comité chypriote pour la prévention de la torture et de toute forme de mauvais traitement.

Professeur de droit des droits de l'homme à la faculté de droit de l'Université Neapolis de Chypre.

Principales activités professionnelles

De 1967 à 1971, a pratiqué le droit à Chypre. En 1971, a été nommé juge, poste qu'il a occupé jusqu'en mars 1978, date à laquelle il est devenu Ministre de la justice et, à partir de mai 1979, il a été nommé Ministre auprès de la présidence. En novembre 1980, a été nommé par le Président de la République Conseiller spécial sur les questions juridiques et les droits de l'homme.

En 1981, est entré dans le Service diplomatique. Il a été Ambassadeur de Chypre en France, en Italie, en Autriche avec accréditations parallèles pour l'Espagne, le Portugal, la Suisse, Malte, l'Albanie, la Slovénie, la Croatie, la Slovaquie, le Liechtenstein et Saint-Marin. Il a été aussi Représentant permanent de Chypre au Conseil de l'Europe, à l'ONU (Vienne) et à l'OSCE. Il a été Directeur de la planification politique et a exercé les fonctions de secrétaire permanent au Ministère des affaires étrangères. Depuis avril 1999, M. Michaelides exerce à Nicosie en qualité d'avocat et conseiller juridique.

Études

Études de droit et de sciences politiques et économiques à l'Université d'Athènes (1958-1963) et doctorat en droit constitutionnel et sciences politiques à l'Université de Paris 1 – Sorbonne (1965-1967): D.E.A., doctorat de l'Université.

Autres activités principales dans le domaine intéressant l'organe conventionnel auquel postule le candidat

A participé ou a représenté Chypre aux travaux de différents comités ministériels et réunions du Conseil de l'Europe, de l'OSCE et de l'ONU sur les questions de droits de l'homme. A été membre du groupe des adjoints des ministres pour les droits de l'homme et à la Conférence de Venise de la Commission européenne pour la démocratie par le droit.

En tant que Représentant permanent de Chypre au Conseil de l'Europe, a participé aux travaux préparatoires de la Convention pour la prévention de la torture et des traitements ou peines inhumains ou dégradants. Il a été parmi les premiers membres élus au Comité pour la prévention de la torture lors de sa création en 1987. Il a ensuite été réélu sans interruption et a siégé au Comité jusqu'en décembre 2011. En tant que Président du Comité chypriote de prévention de la torture, a organisé différents colloques, conférences et ateliers sur les mécanismes de prévention de la torture à Chypre et sur d'autres sujets relatifs aux droits de l'homme.

Liste des publications les plus récentes du candidat dans ce domaine

Le candidat est l'auteur de plusieurs publications et articles concernant le système juridique de Chypre et les droits de l'homme et particulièrement d'articles relatifs à la Convention européenne pour la prévention de la torture et des traitements ou peines inhumains ou dégradants et à d'autres organes internationaux relatifs aux droits de l'homme.

Annexe IX

M^{me} Aisha Shujune MUHAMMAD (Maldives)

Date et lieu de naissance: 23 décembre 1977, Malé (Maldives)

Langues de travail: anglais et dhivehi

Situation/fonction actuelle

Juge au tribunal civil des Maldives (depuis 2007), où ma principale fonction est de trancher les litiges.

Principales activités professionnelles

Outre mes attributions de juge, je participe à la formation de juges et de responsables de l'application des lois, notamment de membres du personnel pénitentiaire, en matière de droits de l'homme et de Constitution, avec en général un accent particulier sur la torture. J'ai aussi participé à la conception de différentes activités visant à promouvoir l'accès à la justice, fonction qui consiste notamment à élaborer des mécanismes visant à institutionnaliser le traitement et les programmes d'aide aux prisonniers.

Études

1. Licence en droit (avec mention), Université de Londres
2. Maîtrise de droit, Université d'Australie-Occidentale.

Activités dans le domaine intéressant l'organe conventionnel auquel postule la candidate – Sous-Comité pour la prévention de la torture

Je suis membre du Sous-Comité depuis 2011 et Vice-Présidente chargée de la jurisprudence. En qualité de Vice-Présidente, mes principales fonctions consistent à assumer le rôle de rapporteuse du Sous-Comité et à superviser l'élaboration de sa jurisprudence. Cela signifie aussi que je dirige le groupe de travail du Sous-Comité sur la jurisprudence. En outre, je m'emploie, au sein de l'équipe régionale pour l'Europe, à assurer la liaison avec les mécanismes nationaux de prévention, à leur apporter une assistance et à les conseiller et je travaille avec le Groupe de travail du Sous-Comité sur les règles minima. J'ai aussi fait partie de plusieurs délégations du Sous-Comité au cours de visites dans des lieux où des personnes sont privées de liberté.

De plus, j'ai à plusieurs reprises assuré des formations ou donné des conférences sur le thème de la prévention de la torture, au niveau local et au niveau international.

En 2004, j'étais l'une des trois personnes chargées d'établir le réseau des détenus des Maldives (premier de ce type aux Maldives), qui avait pour principale fonction de rassembler et de diffuser des informations sur les détentions arbitraires, l'impunité de la police et le traitement des prisonniers, en sus de l'aide aux familles des personnes en détention.

J'ai aussi beaucoup travaillé à l'élaboration d'un système moderne de justice pour mineurs et de justice pénale aux Maldives. De plus, j'ai donné des conseils sur les normes et les lignes directrices, lors de l'élaboration du projet de loi relatif à la prison et à la libération conditionnelle.

Liste des cinq publications les plus récentes de la candidate dans le domaine intéressant l'organe conventionnel auquel elle postule

Pas de publication relative au mandat de l'organe conventionnel proprement dit, mais j'ai rédigé certains règlements et documents relatifs au mandat du Sous-Comité.

Annexe X

M^{me} Radhia NASRAOUI (Tunisie)

Date et lieu de naissance: 21 novembre 1953

Langue(s) de travail: arabe, français et anglais

Expériences professionnelles

- Défense des victimes de la répression depuis 1976 et plus particulièrement des victimes de torture (militants politiques démocrates, islamistes, nationalistes arabes, syndicalistes, étudiants, journalistes, défenseurs des droits de l'homme et détenus de droit commun).
- Conférences et articles sur les droits de l'homme, et plus précisément sur la torture (analyse des textes relatifs au crime de torture, au mécanisme national de prévention de la torture, etc.), ainsi que sur les droits des femmes.

Situation/fonction actuelle

Avocate près la Cour de cassation et Présidente de l'Organisation contre la torture en Tunisie (OCTT), ex-Association de lutte contre la torture en Tunisie (ALTT).

Études

- Maîtrise en droit public.
- Certificat d'aptitude à la profession d'avocat (CAPA).
- Cours de troisième cycle en droit public.
- Cours de journalisme.
- Cours universitaires en France (Études féminines).

Autres activités principales dans le domaine intéressant le mandat de l'organe conventionnel auquel postule la candidate (10 lignes au maximum)

- Mission d'enquête pour les Nations Unies (Côte d'Ivoire).
- Mission d'enquête pour Amnesty International (Mali).
- Mission d'enquête pour Human Rights Watch (Algérie).
- Missions d'observation de procès en Jordanie et au Mali (Amnesty International) et au Maroc (FIDH et Union interparlementaire).
- Visite de prisons et de postes de police en Tunisie, au Liban et en Jordanie dans le cadre du Forum régional de surveillance des lieux de détention (région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord), organisé par Dignity (ex RCT) et le centre libanais «Restart».

Liste des publications les plus récentes de la candidate dans ce domaine

«La torture en Tunisie et la loi antiterroriste du 10 décembre 2003. Faits et témoignages afin que cesse l'impunité». Rapport rédigé par moi-même en collaboration avec le Comité pour le respect des libertés et des droits de l'homme en Tunisie (2008).

Plusieurs rapports sur la torture en Tunisie (exemple: affaire du bassin minier), sur les violences policières à l'égard des femmes, etc.

Annexe XI

M^{me} Catherine PAULET (France)

Date et lieu de naissance: 25 décembre 1957 à Marseille (France)

Langue de travail: français (anglais conversationnel courant)

Expériences professionnelles

Médecin, psychiatre, exerçant en milieu pénitentiaire depuis 1991.

Expert auprès du Comité européen pour la prévention de la torture et des peines ou traitements inhumains ou dégradants (CPT) depuis 1999.

Membre du Sous-Comité pour la prévention de la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants (SPT) depuis janvier 2014.

Fonctions actuelles

Médecin-chef du pôle «Psychiatrie, médecine, addictologie en détention – Médecine légale» (PMAD-ML) des hôpitaux de Marseille. Ce pôle à vocation régionale regroupe plusieurs services ayant:

- Une activité clinique de prise en charge sanitaire:
 - De la population pénale (hommes, femmes, mineurs) dans ses aspects somatiques, psychiatriques et addictologiques, en milieu pénitentiaire et en milieu hospitalier;
 - De la population en centre de rétention administrative (adultes, mineurs, familles);
- Une activité expertale médico-légale: levées de corps, autopsies médico-légales, examens des gardés à vue et victimes;
- Une activité de centre expert pour les intervenants auprès des auteurs de violences sexuelles.

Membre de la commission de suivi médical de l'Unité pour malades difficiles (UMD) du centre hospitalier de Montfavet, qui statue sur le maintien ou la levée des mesures d'hospitalisation de patients présentant une particulière dangerosité psychiatrique.

Principales activités professionnelles

- Pilotage médical et administratif du pôle PMAD-ML et coordination régionale des prestations de santé dévolues aux personnes détenues;
- Activité clinique de consultations psychiatriques;
- Activité expertale et d'enseignement.

Études

Diplômes:

- Diplôme d'État de docteur en médecine, 1986;
- Certificat d'études spéciales de psychiatrie, 1986;
- Diplôme universitaire de psychopathologie et clinique freudiennes, 1987;
- Diplôme universitaire de psychiatrie légale, 1991;

- Qualification en psychiatrie option Enfants-Adolescents, 2000;
- Certificat de spécialisation relatif à l'organisation et à la conduite des pôles hospitaliers, 2010.

Titres:

- Ancienne interne en médecine des hôpitaux psychiatriques, 1982;
- Psychiatre des hôpitaux, 1988;
- Chercheur associé, 2014.

Autres activités principales dans le domaine intéressant le mandat du SPT

- Appartenance à la liste d'experts auprès du SPT depuis 2009 et membre du SPT depuis janvier 2014.
- Expert auprès du CPT depuis 1999, ayant effectué 23 visites régulières ou ad hoc dans 11 États parties à la Convention.
- Membre fondateur et Présidente d'honneur de l'Association des secteurs de psychiatrie en milieu pénitentiaire (ASPMP), qui regroupe les professionnels de santé mentale exerçant en milieu pénitentiaire.
- Participation aux groupes de travail ministériels (santé et/ou justice) et parlementaires relatifs aux questions de prise en charge sanitaire des personnes détenues et des personnes souffrant de troubles psychiatriques.
- Enseignement portant prioritairement sur les aspects législatifs et éthiques de la pratique médicale.

Liste des publications les plus récentes dans le domaine intéressant le SPT

<i>Organe</i>	<i>Thème</i>	<i>Année</i>	<i>Contribution</i>
Haute autorité de santé	Audition publique sur la psychopathie	2006	Membre du jury
Haute autorité de santé	Audition publique sur l'expertise psychiatrique pénale	2007	«Le devenir en milieu pénitentiaire des malades mentaux responsabilisés»
Haute autorité de santé	Recommandations sur la prise en charge des auteurs d'agression sexuelle sur mineurs	2010	Membre du groupe expert
Ministère de la justice	Conférence de consensus sur la prévention de la récidive	2013	«Les soins en prison et hors les murs»

<i>Revue</i>	<i>Thème</i>	<i>Année</i>
<i>L'information psychiatrique</i>	«La loi de 1994 pourrait-elle être remise en cause par l'essor de la préoccupation sécuritaire et de l'évaluation de la dangerosité?»	2012, vol. 88, p. 605 à 615
<i>La revue du praticien</i>	«Les aspects particuliers de la pathologie psychiatrique en prison et de sa prise en charge»	2013, vol. 63, p. 82 à 89

Annexe XII

M^{me} Aneta STANCHEVSKA **(ex-République yougoslave de Macédoine)**

Date et lieu de naissance: 25 juin 1976, Skopje (République de Macédoine)

Langues de travail: anglais, macédonien (langue maternelle), langues de l'ex-Yougoslavie

Expérience professionnelle

Doctorat, faculté de philosophie, Université des Saints-Cyrille et Méthode (Skopje), thèse dans le domaine de la sociopathologie.

Activités éducatives à la faculté de philosophie de l'Université des Saints-Cyrille et Méthode sur le thème «Le travail de prévention et travail social» en qualité d'experte dans ce domaine.

Maître de conférences à l'Université européenne de Skopje dans les champs d'étude «Les droits de l'homme et la démocratie» (faculté de sciences politiques); et «La corruption et sa répression» (faculté de sciences juridiques).

Situation/fonction actuelle

Ministre adjointe du contrôle interne et des normes professionnelles au Ministère de l'intérieur.

Principales activités professionnelles

Dans ma situation actuelle, Ministre adjointe du contrôle interne et des normes professionnelles, je suis tenue de mettre en place un système de mesures et de mener des activités de protection des droits de l'homme et des libertés, dans toutes les affaires où les droits de l'homme des citoyens ne sont pas respectés par les employés du Ministère de l'intérieur. Mes activités quotidiennes supposent que je m'emploie à établir et à améliorer constamment les mécanismes de protection des droits et libertés. En outre, en ma qualité de chef du Service du contrôle interne et des normes professionnelles, je suis chargée d'assurer la coordination avec l'Ombudsman de la République de Macédoine, les tribunaux, le ministère public et les autres services compétents de la République de Macédoine dans les affaires où les droits de l'homme des citoyens ne sont pas respectés par les membres du Ministère de l'intérieur.

Études

Doctorat, faculté de philosophie, Université des Saints-Cyrille et Méthode, Institut du travail social (Skopje), 2009; Maîtrise, faculté de philosophie, Université des Saints-Cyrille et Méthode, Institut du travail social, Skopje, 2006.

Licence, faculté de philosophie, Université des Saints-Cyrille et Méthode, Institut du travail social (Skopje), 1999.

Autres activités principales dans le domaine intéressant le mandat de l'organe conventionnel auquel postule la candidate

Membre du Sous-Comité pour la prévention de la torture depuis 2010.

Membre de l'Organe interinstitutionnel relatif aux droits de l'homme au sein du Gouvernement de la République de Macédoine (2008-2013).

Membre du groupe de travail du Programme national pour l'adoption de l'acquis européen pour le chapitre 3.23. Appareil judiciaire et droits fondamentaux, 3.23.2 Politique anticorruption et 3.23.3 Droits fondamentaux.

Membre du groupe de travail du Programme national pour l'adoption de l'acquis européen pour les chapitres 3.19 Politique sociale et emploi, 19.7 Non-discrimination et égalité des chances.

Membre de European Partners on fight Against Corruption (EPAC).

Membre de l'équipe d'experts du Gouvernement sur le suivi de la mise en œuvre de la Convention des Nations Unies.

Annexe XIII

M^{me} Nora SVEAASS (Norvège)

Date et lieu de naissance: 11 décembre 1949 à Oslo

Langue de travail: anglais/norvégien/portugais/espagnol

Situation/fonction actuelle

Maître de conférences au Département de psychologie, Université d'Oslo. Spécialiste en psychologie clinique, en particulier en ce qui concerne les victimes de la torture.

Principales activités professionnelles

Après avoir passé huit ans au sein du Comité contre la torture, suivi de questions spéciales, en particulier le droit à réparation, la réadaptation des victimes de torture, l'importance de l'établissement des faits de torture, sous forme de conférences, de participation à des réunions d'experts et de rédaction d'articles.

Responsable du projet de recherche sur la justice transitionnelle au Pérou et en Argentine, l'accent étant mis sur les expériences des survivants qui demandent réparation. Participe à un projet de recherche avec le Centre des droits de l'homme de la faculté de droit de l'Université de Californie (Berkeley) sur l'amélioration de la participation des victimes et de la protection des témoins à la Cour pénale internationale. Enseigne et fait de la recherche en qualité de maître de conférences (travail clinique avec les réfugiés, victimes de traumatismes, justice transitionnelle, violence sexuelle contre les femmes, etc.).

A récemment achevé un manuel sur le travail de santé mentale pour les femmes exposées à la violence sexuelle dans les conflits armés, publié par «Info sur la santé et les droits de l'homme».

Diverses conférences et des présentations sur la torture, la violence sexuelle et la santé mentale en dehors de l'université.

Études

2001: Doctorat en psychologie, Université d'Oslo.

1975: Cand. psychol. (diplôme en psychologie), Département de psychologie, faculté de sciences sociales de l'Université d'Oslo.

Autres activités principales dans le domaine intéressant le mandat de l'organe conventionnel auquel postule la candidate

Présidente du comité des études au Département de psychologie, Université d'Oslo, 2010-2014.

Présidente du Comité des droits de l'homme de l'Association norvégienne de psychologie, 1998-2014.

Témoign expert dans une affaire de crimes de guerre en Norvège (2008) et une affaire de réparation et de réadaptation à la Cour interaméricaine des droits de l'homme (2013).

Membre de groupes de travail d'experts du Ministère de la santé et de la Direction de l'immigration sur l'établissement des faits de torture, le Protocole d'Istanbul et le recensement des demandeurs d'asile vulnérables.

Invitée à prendre la parole lors de conférences et de congrès dans l'Essex (Royaume-Uni), 2009, 2012; à Vienne (Autriche), 2011; Hong Kong (Chine), 2012; Séoul (République de Corée), 2013.

Ateliers dirigés sur la violence sexuelle contre les femmes en Colombie (2013), au Cambodge (2014) et en Jordanie (2014).

multiples conférences sur les droits de l'homme et la psychologie, la réadaptation des victimes de la torture, la justice transitionnelle, le regroupement familial, en Norvège et à l'étranger.

Liste des publications les plus récentes de la candidate dans ce domaine

Livres

Sveaass, N., Lund, K., Kofoed Olsen, B. & Ekeløve-Slydal, G. (2011). *Protecting and promoting human rights in Norway. Review of the Norwegian Centre for Human Rights in its Capacity as Norway's National Human Rights Institution*. UD/SMR, 2011.

Brekke, J-P., Sveaass, N., & Vevstad, V. (2010). *Sårbare asylsøkere i Norge og EU*. Rapport Institutt for samfunnsforskning. N° 14 (Demandeurs d'asile vulnérables en Norvège et dans l'UE).

Articles

Sveaass, N., Agger, I., Anne-Margrethe Sønneland, Elsass, P. & Hamber, B. (2014). Surviving gross human rights violations: exploring survivors' experience of justice and reparation. In S. Cooper and K. Ratele (eds.). *Psychology Serving Humanity. Volume II: Western Psychology*, p. 66 à 84. Psychology Press, Taylor & Francis group.

Sveaass, N., Gaer, F. & Grossman, C. Rehabilitation in Article 14 of the Convention Against Torture and Other Cruel, Inhuman or Degrading Treatment or Punishment. In T. Gray, L. McGregor & C. Sandoval (eds.). *Rehabilitation and Transitional Justice*. The Essex Transitional Justice Network at the University of Essex. Accepted for publication.

Sveaass, N. (2013). Gross human rights violations and reparation under international law: approaching rehabilitation as a form of reparation. *European Journal of Psychotraumatology*. ISSN 2000-8066. 4(17191).

Iversen, V., Morken, G. & Sveaass, N. (2012). The role of trauma and psychological distress on motivation for foreign language acquisition among refugees. *International Journal of Culture and Mental Health*. ISSN 1754-2863. doi: 10.1080/17542863.2012.695384.

Sveaass, N. (2011). Trauma: Individual and group. In D. J. Christie (Ed.), *Encyclopedia of Peace Psychology*. Hoboken, New Jersey: Wiley-Blackwell.

Stige, S. & Sveaass, N. (2010). Living in exile when disaster strikes at home. *Torture: Journal on Rehabilitation of Torture Victims and Prevention of Torture*, 20 (2), 76 à 91.

Annexe XIV

M. Fortuné Gaétan ZONGO (Burkina Faso)

Date et lieu de naissance: 17 mai 1974 à Koudougou (Burkina Faso)

Langue(s) de travail: français (anglais courant)

Expériences professionnelles

Depuis octobre 2011: Magistrat à la cour d'appel de Ouagadougou (Ministère de la justice).

Juillet 2008 à octobre 2011: Directeur général de la Protection et de la défense des droits humains (Ministère de la promotion des droits humains).

Depuis janvier 2011: Membre du Sous-Comité pour la prévention de la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants (SPT).

Décembre 2006 à juillet 2008: Directeur de la Protection et de la défense des droits humains (Ministère de la promotion des droits humains).

Octobre 2004 à décembre 2006: Président du tribunal pour enfants de Bobo Dioulasso (Ministère de la justice).

Octobre 2002 à octobre 2004: Juge au Tribunal de grande instance de Ouagadougou (Ministère de la justice).

Situation/fonction actuelle

Magistrat à la cour d'appel de Ouagadougou.

Principales activités professionnelles

Magistrat à la cour d'appel de Ouagadougou.

Attributions: Reformuler ou annuler les décisions rendues en premier ressort par les juridictions de premier degré en toute matière.

Études

Diplôme de magistrat en octobre 2002: École nationale d'administration et de magistrature (ENAM), option magistrature, Ouagadougou (Burkina Faso).

Diplôme interuniversitaire de troisième cycle, option droits fondamentaux en octobre 2001: Université de Nantes (France) (habilitation en master 2 droit international et européen en juin 2008).

Maîtrise en droit en juin 1999: faculté de droit et des sciences politiques de l'Université de Ouagadougou (Burkina Faso).

Licence en droit en juin 1997: faculté de droit et des sciences politiques de l'Université de Ouagadougou (Burkina Faso).

Autres activités principales dans le domaine intéressant le mandat du SPT

Depuis 2002, j'ai développé des compétences en matière d'expertise juridique et judiciaire et en matière de droits de l'homme. De ce fait, j'ai acquis une aptitude certaine en matière d'analyse et de conception de textes relatifs aux droits de l'homme, et de conception et de mise en œuvre de programmes et d'activités relatifs aux droits de l'homme.